

L'INFO BOURG



Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Mars 2007

Élections 2007

Entretien avec des candidat-es du comté

Nous avons rencontré des candidat-es qui se présentent dans le comté de Taschereau pour savoir qui sont ces hommes et ces femmes, quelles sont leurs idées et leurs priorités. Malheureusement, au moment de faire les entrevues, les candidats libéraux et écolos n'étaient pas encore désignés.

Par Nicolas Lefebvre Legault

Serge Roy, de Québec solidaire, habite le comté depuis plus de 40 ans, c'est un syndicaliste à la retraite. De 1996 à 2001, il a occupé la présidence générale du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). Depuis sa « retraite », il milite activement dans les réseaux de la gauche sociale. Agnès Maltais, du Parti Québécois, habite le quartier depuis un peu plus de 30 ans, c'est une femme de théâtre engagée. Elle a œuvré à la troupe féministe Les Folles alliées, a dirigé le Théâtre Périscope et La

Bordée. Léger détail : depuis 1998, c'est la députée de Taschereau! Caroline Pageau, finalement, s'est beaucoup promenée, elle vient de Québec mais n'habite le comté de façon permanente que depuis 5 ans, c'est une traductrice autonome. Elle s'implique dans l'ADQ depuis 2002.

Pauvreté et logement

Les campagnes électorales sont surtout axées sur la classe moyenne, qu'est-ce que les candidat-es ont à offrir aux locataires à faible revenu du comté? Caroline Pageau nous informe que « l'ADQ n'a pas de mesure en tant que telle en matière de logement. » Par contre, plusieurs mesures de son parti pourraient intéresser les gens du comté pense-t-elle : « par exemple, nous proposons une allocation de 100\$ par semaine pour les enfants qui ne fréquentent pas un CPE, nous proposons la gratuité scolaire aux parents d'enfants de moins de 18 mois, nous voulons lutter contre le décrochage en permettant aux écoles d'expérimenter des solutions novatrices, etc. » « Québec solidaire défend une perspective de lutte à la pauvreté qui s'articule autour de propositions concrètes, déclare Serge Roy, nous proposons de hausser le salaire minimum à 10\$ de l'heure, de relever l'aide sociale pour couvrir les besoins essentiels, de construire 4000 logements sociaux par année, etc. » Agnès Maltais pense d'emblée au logement social : « il faut revenir avec de véritables programmes de logement social, mais on n'est pas un pays et on ne contrôle pas nos programmes, ça prend des moyens pour le faire. Nous, on veut un pays juste, instruit, vert et riche. Si on veut refaire des HLM, on a

Suite en page 3

Élections 2007 - Circonscription de Taschereau Un château fort péquiste?

Par Nicolas Lefebvre Legault et Yves Gauthier

L'affaire est entendue. Dans les grands médias: Taschereau, notre comté, est une forteresse péquiste et Agnès Maltais devrait être réélue sans difficultés. Pourtant, une analyse plus fine des chiffres et une connaissance du terrain nous indiquent que rien n'est moins sûr.

Analyse

Contrairement à « l'analyse » des médias de masse, qui présentent Taschereau comme un château fort péquiste, les chiffres montrent un comté en pleine mouvance politique. Entre 1998 et 2003, la majorité d'Agnès Maltais s'est réduite du tiers, passant de 2534 à 1690 votes. Au même moment, le pourcentage des votes accordé au PQ est passé de 47% à 39% et celui des libéraux, de 36% à 34%. La différence majeure, c'est le vote adéquiste, qui est passé de 13% à 20%. Le plus inquiétant pour les péquistes, c'est que les chiffres semblent indiquer que l'ADQ est le parti qui a fait le mieux chez les 8000 électeurs et électrices ajoutés-es à la circonscription de Taschereau en 2003. En effet, quelque 43% d'entre eux et elles ont voté ADQ lors de cette élection.

Tout peut arriver

On parle beaucoup, dans les médias de masse, du fait que le PQ pourra compter sur les machines du Bloc et du Renouveau municipal (RMQ). Nos sources nous incitent à beaucoup plus de nuances. Premièrement, il n'y a pas trois « machines » souverainistes dans le comté. C'est, à peu de choses près, trois fois la même. Deuxièmement, elle est considérablement réduite. Dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, la « machine » est disparue corps et biens (c'est différent en basse-ville). D'autre part, il faut savoir que si la candidate péquiste a reçu l'appui officiel des élus du RMQ, il est de notoriété publique qu'au moins une partie de ceux et celles qui composaient la « machine » du RMQ aux dernières élections sont maintenant du côté de Québec solidaire.

En face, les libéraux peuvent espérer conserver leurs acquis, soit un peu plus de 30% des voix. Si l'ADQ et Québec solidaire grugent assez de votes au PQ, le PLQ pourrait se faufiler. Comme on le sait, le candidat libéral dans le comté est le fils d'un ministre conservateur

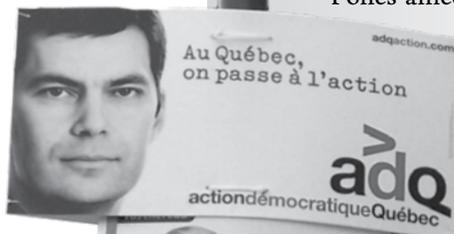
à Ottawa, lui-même ancien ministre libéral sous Bourassa. Reste à voir si les conservateurs ont réellement une machine dans le comté qu'ils pourront mettre au service du PLQ. Il y a fort à parier que bon nombre de leurs « militants-es » sont en fait des adéquistes.

Comme d'habitude, l'ADQ n'a aucune réelle ambition pour Taschereau et présente une militante inconnue du grand public. Ceci dit, même si le parti a peu de succès au centre-ville, il faut savoir qu'il a toujours obtenu ici un pourcentage des votes proche de son score national. Pas assez pour gagner mais assez pour brouiller les cartes.

La même chose vaut pour Québec solidaire. Personne ne peut prédire l'impact du nouveau parti de gauche. Il est toutefois clair qu'il fera mieux que l'UFP en 2003. Premièrement, les « solidaires » ont un candidat un peu connu, soit l'ancien président du Syndicat de la fonction publique du Québec. Deuxièmement, selon nos sources, ils et elles sont bien mieux organisés et ont plus de ressources que l'UFP en 2003. Le dilemme de QS est le suivant: le parti doit impérativement faire mieux que l'UFP, au moins concrétiser les 5% que leur accordent les sondages, mais pas au point de faire passer la droite. Pour répliquer à l'argument de la division du vote qui fait le jeu de la droite, les « solidaires » disent souvent que leur ambition est de faire voter des gens qui autrement s'abstiendraient. Reste à voir s'il existe réellement un gisement électoral de gauche non exploité...

Comme on le voit, Agnès Maltais, la députée péquiste sortante, devra faire des pieds et des mains pour conserver son siège. Quand on sait que l'appui à la souveraineté dépasse, et de loin, les appuis du PQ, on se rend compte que la plus grande tâche du Parti Québécois sera de « faire sortir le vote ».

En 2007, il n'y a pas de château fort qui tienne...



Dans ce numéro - Dans ce num

**Démolition de la
Résidence Grande-Allée
en page 3**

**PETIT
GUIDE DE SURVIE
DU LOCATAIRE
Pages centrales**

**Café-bar l'Agité
« Plus qu'un bar »
en page 13**

Campagne électorale 2007

Suite de la Une

besoin de beaucoup d'argent. On veut encore faire du logement social mais il faut tous les outils, et, pour ça, il faut faire la souveraineté... »

Priorités locales

Quelles sont les priorités locales des candidat-es? L'émergence des gangs de rue inquiète Agnès Maltais : « je veux organiser un colloque pour connaître et comprendre le phénomène, ensuite il faut trouver des initiatives dans le milieu pour le combattre. On est un milieu qui se respecte et se prend en main, il n'y a pas lieu d'adopter le style de l'ADQ et de l'opération Scorpion. » Autre enjeu « local » important pour la candidate péquiste, le « mur-à-mur », « je veux m'assurer que les ministères abandonnent le mur-à-mur dans leurs interventions et comprennent les spécificités d'un centre-ville. Par exemple, le mode de développement des nouvelles places de garderie subventionnées (axé sur le milieu familial) ne convient pas à la circonscription qui, faute de grands logements, ne peut accueillir que des places en CPE. » Caroline Pageau fait également des gangs de rue sa priorité. Pour elle, la solution passe par l'offre de « milieux de vie », « il faut s'assurer que les organismes comme les Maisons des jeunes aient assez de ressources pour que les jeunes aient une place où aller. » Autrement, la candidate adéquate mise beaucoup sur l'économie sociale pour dynamiser le milieu (et, ça, c'est dans le programme!). Pour Serge Roy, s'il y a un élément extrêmement important à surveiller dans le comté, c'est la spéculation immobilière. « Il faut prendre des mesures concrètes, il y a une explosion du logement de luxe, de condos très chers qui ne sont pas une solution aux problèmes de logement, explique-t-il, il faut éviter de créer des zones fermées, de faire du centre un ghetto de fortunés, c'est malsain. »

Gauche / Droite

La « montée de la droite » semble être le seul véritable enjeu de cette élection. Gauche / droite, qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui ? Est-ce toujours pertinent ? Pour Serge Roy, les notions de droite et de gauche sont fondamentales. « La droite représente un certain conservatisme, explique-t-il, la droite favorise un pouvoir hiérarchisé et autoritaire. » Et la gauche? « Pour moi, la gauche a une perspective généreuse qui favorise la répartition de la richesse, » dit le militant.

À l'opposé, les notions de droite et de gauche n'ont plus de sens pour Agnès Maltais et Caroline Pageau. « Historiquement, la gauche n'est pas reconnue pour sa force en économie et, pourtant, elle a des choses à dire, explique Agnès Maltais, à mon avis, droite / gauche, c'est manichéen. » « Ça m'échappe, explique quant à elle Caroline Pageau, ce qui m'intéresse c'est des choses pratiques. » Pour la candidate de l'ADQ, il faut regarder les choses objectivement : « prenons le gel des frais de scolarité, ça profite surtout à une clientèle de classe moyenne et aisée, je ne vois pas en quoi c'est de gauche ».

Pour Agnès Maltais, le monde n'est pas noir et blanc comme le voudrait une certaine gauche. « Il n'y a que des zones grises, pense-t-elle, ce qui compte ce sont les valeurs ancrées chez les individus, les miennes sont fortement balisées par la solidarité et le partage. » Du côté de l'ADQ, Caroline Pageau refuse les étiquettes : « je ne veux pas me dire de gauche parce que je trouve que les partis de gauche traditionnels n'aident vraiment pas le monde ordinaire, alors j'enlève les étiquettes et je me promène avec mon programme! » « Ma pratique et mes écrits me placent carrément à gauche et pas une gauche tiède ! », lance Serge Roy, qui est le seul à se définir sur un axe gauche-droite. Selon lui, « une politique de gauche est une politique qui permet aux gens de s'approprier collectivement suffisamment de pouvoir pour organiser la vie en fonction de leurs intérêts et de leurs besoins ».

Pourquoi voter?

Aux dernières élections, plus du tiers des électeurs et des électrices de Taschereau ne sont pas allés voter... « Il y a un ras-le-bol de comment ça se passe, pense Serge Roy, il y a un cynisme par rapport aux pratiques et à la conduite politique, les gens ne voient pas où ils peuvent s'impliquer et avoir prise sur la politique ». La candidate du P.Q. pointe également le cynisme des électeurs. « Dans le mouvement anti-mondialisation, les gens disaient que le gouvernement a perdu le contrôle, illustre Mme Maltais, or, le seul moyen de reprendre le contrôle, c'est par la politique. » Agnès Maltais est formelle : « la rue ne vote pas de loi! Il faut reprendre confiance en la politique, l'investir pour établir un dialogue avec la rue mais, pour ça, ça prend des gens avec des valeurs sociales ancrées. Un gouvernement, ça marche au son. Il faut des gens pour entendre la rue. »



Pour le journaliste, « anarchiste convaincu » comme le dit *Le Devoir*, la réalisation de ces entrevues a été... divertissante! Ce fut notamment l'occasion de constater à quel point même les aspirant-es député-es sont « mêlé-es ». Les réponses de la candidate de l'ADQ, par exemple, furent pour le moins déconcertantes. Cette femme-là n'est pas à droite, c'est clair, alors qu'est-ce qu'elle fait à l'ADQ? Les réponses d'Agnès Maltais surprennent également : que l'une des candidates les plus à gauche du P.Q. (et de loin) nous dise que la droite et la gauche c'est dépassé laisse sans voix. Que faire le 26 mars? À vous de voir. Dans le fond, ce qui compte n'est pas tant ce que vous faites le jour du vote que les 4 ou 5 années suivantes. Comptez sur l'Infobourg pour vous tenir informés de la résistance qui ne manquera pas de naître et renaître peu importe la couleur du prochain gouvernement.



Et le logement?

Par Nicolas Lefebvre Legault

C'est avec consternation que nous avons constaté que ni l'ADQ, ni le PLQ, ni le PQ ne parlent de logement dans leur plate-forme électorale respective. En fait, les mots «logement» et «habitation» n'y figurent même pas. Il faut croire qu'après un *buzz*, qui n'aura duré que le temps d'une crise, les locataires ne sont plus *in...*

Et pourtant...

«Les élections passent, mais la crise reste», disions-nous en 2003. À l'époque, la crise du logement jetait à la rue des centaines de locataires à chaque premier juillet. C'était choquant et les médias en parlaient constamment. En conséquence, les partis devaient au moins faire semblant de s'en préoccuper. Aujourd'hui, c'est «un peu moins pire». Pourtant, les taux d'inoccupation (1,5% à Québec!) ne sont toujours pas équilibrés. Il est toujours aussi difficile de se trouver un logement, surtout si vous n'avez pas un gros revenu, mais la pénurie s'est installée dans le paysage. On s'est habitué. Résultat: «on passe à un autre appel». Et tant pis pour les locataires qui «rushent» comme des malades pour trouver un logement et pour payer le loyer quand c'est fait.

Ça prend des engagements

Les groupes populaires n'ont pas l'intention de regarder passer le train sans rien faire. Ça prend des engagements en matière de logement social. Les partis ne s'en tireront pas aussi facilement. Nous avons manifesté devant le Conseil général du PLQ, le 17 février, et devant une assemblée du PQ, le 25. Et nous allons continuer. Tant que les principaux partis n'auront pas pris d'engagements sur le logement social, nous allons suivre les chefs et les vedettes à la trace.

Nos revendications sont simples et faciles à comprendre. Actuellement, le logement social représente 10% des logements locatifs. Nous voulons doubler ce pourcentage à moyen terme. C'est la seule façon d'assurer à tous et à toutes un toit décent à des prix qu'on peut se payer. Et nous avons des suggestions pour atteindre cet objectif. Il faut bien sûr continuer les programmes qui marchent bien, comme Accès Logis, et les financer adéquatement. Il faut aussi recommencer à construire des HLM (il ne s'en est pas fait depuis 1994). Il faut remettre sur pied un programme permettant d'acheter des immeubles



et des terrains pour éventuellement les transformer en logement social (ça se faisait à Montréal et à Québec). Il faut forcer les promoteurs privés à inclure du logement social dans tout nouveau développement d'envergure. (Évitons les ghettos de riches!) Le gouvernement devrait finalement, comme en France, faire une loi forçant les villes à avoir 20% de logement social à bas loyer sur leur territoire.

Toutes ces propositions, et quelques autres, sont détaillées dans une nouvelle brochure du FRAPRU intitulée *Privé de logement, place au logement social*. Nous l'avons envoyée aux candidats-es du comté. Les citoyens-nes peuvent aussi se la procurer gratuitement au local du Comité populaire (780, rue Sainte-Claire) ou sur Internet à www.frapru.qc.ca.

*L'auteur est coordonnateur du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste et président du conseil d'administration du FRAPRU.

L'îlot Berthelot vacant? Plus pour longtemps!

(EML) Suite à la recommandation positive de la Société d'habitation du Québec (SHQ) reçue à la fin février, le projet de la coopérative d'habitation l'Escalier peut aller de l'avant! Après deux ans de luttes pour les membres de la coopérative, ce projet se concrétise enfin sur un site symbolique du faubourg Saint-Jean-Baptiste. L'îlot Berthelot est un terrain vacant depuis 30 ans. Selon l'échéancier prévu par la coopérative et la Ville de Québec, le chantier de construction devrait se mettre en branle dès cet été! À suivre!

Le Service des transports modère ses transports!

(EML) Le 23 novembre dernier, des délégués-es du comité aménagement urbain du Comité populaire allaient présenter le projet Rue Sainte-Claire partagée aux élus-es de l'arrondissement La Cité, ainsi qu'aux responsables des services municipaux de la Ville, tels que le directeur du Service de la circulation et du transport, Marc des Rivières. L'accueil au projet a été favorable et les élus-es nous ont affirmé n'attendre que les commentaires des services municipaux afin d'appuyer officiellement le projet et d'aller plus avant dans sa mise en œuvre. Les commentaires de Marc des Rivières devaient être prêts la dernière semaine de novembre. Nous sommes au début mars et le Comité populaire et les élus-es de l'arrondissement La Cité sont toujours en attente. À quand la fin de l'immobilisme du Service des transports sur ce dossier? Rendez-vous le 25 mars sur la rue Sainte-Claire pour d'éventuels développements!

Résidence Grande-Allée Halte à la démolition!

Par l'équipe du BAIL

Des dizaines de personnes âgées sont jetées à la rue pour faire place à du logement de luxe sur Grande-Allée. Un drame humain se vit à deux pas de chez nous.

Au cours des derniers mois, plus d'une dizaine de locataires résidant au 388, rue Grande-Allée Est ou au 1175, rue Turnbull ont contacté le BAIL pour nous faire part de leurs problèmes de logement. Depuis que la Ville a vendu cet immeuble à un groupe d'investisseurs privés dirigé par le pharmacien Michel Cadrin, les rumeurs de démolition et de conversion en condos sont devenues de plus en plus insistantes. Les nouveaux propriétaires ont entrepris de rencontrer ces locataires un par un pour leur faire signer des avis de départ «volontaire» afin de vider les deux immeubles de leurs occupants-es. Plusieurs personnes se sont senties contraintes de signer ces documents, tout particulièrement celles recevant une subvention pour leur logement. Le 22 décembre dernier, les locataires ayant refusé de quitter «volontairement» se sont vu remettre par huissier des avis d'éviction: les propriétaires veulent démolir l'immeuble pour cause de «vétusté» à l'échéance de leur bail.

Le 15 janvier, une délégation de représentants-es des groupes logement de la région de Québec s'est rendue à la rencontre du conseil de Ville en compagnie de quelques locataires afin de dénoncer la démolition projetée de leur logement. Le message livré à Mme Lisette Lepage, responsable de l'habitation au comité exécutif, était très clair: le BAIL est fermement opposé à cette démolition car elle aura des conséquences déplorables sur les conditions de vie des locataires, dont la plupart sont des personnes âgées. La démolition occasionnera également la perte

de nombreux logements à prix abordables dans un secteur où le coût est le plus élevé à Québec.

Plusieurs questions restent encore en suspens. Qu'est-ce que l'administration municipale entend faire pour protéger les droits des locataires visés-es par cette démolition? Quel projet les propriétaires actuels veulent-ils implanter sur ce site? Ce projet respecte-t-il les orientations prises par la Ville de Québec à travers sa Politique de l'habitation, laquelle vise à préserver le parc de logements locatifs et à encourager le développement de

logements à prix abordables sur son territoire? Selon le BAIL, la municipalité doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour respecter ses engagements et s'assurer que ces locataires puissent conserver leur logement. L'association entend bien poursuivre ses démarches afin de bloquer la démolition de la Résidence Grande-Allée.



Quelques dates importantes...

1920: Construction de l'immeuble par les Sœurs Franciscaines.

Années 80: La Ville de Québec en fait l'acquisition et le transforme en résidence pour personnes âgées: 120 chambres avec services et 22 logements sont aménagés après d'importantes rénovations.

2003: La Ville de Québec entame des démarches afin de se départir de la Résidence Grande-Allée, qui est déficitaire. Un groupe d'investisseurs privés, dirigé par l'ex-ministre libéral Marc-Yvan Côté et le pharmacien Michel Cadrin, promet d'en faire l'achat. D'après la Ville, «l'acheteur s'est engagé à conserver la vocation de logement social». En outre, seules 52 chambres doivent être démolies. 196 nouvelles unités doivent également être construites sur le site.

2005: La vente est complétée avec 9150-2187 Québec inc., une compagnie à numéro dont le seul actionnaire est aujourd'hui Michel Cadrin. Les locataires commencent à recevoir des pressions afin de quitter les lieux. Les premières personnes visées sont celles en perte d'autonomie. Plusieurs d'entre elles sont décédées dans les mois suivant leur départ.

- Steaks frites, burgers
- Frites maison
- Salades, fines pizzas, pâtes
- Nachos, escalopes de veau
- Poitrines de poulet, saumon
- Déjeuners, menus midi, tables d'hôte

- Mets pour emporter
- Verrière, terrasse



ET BIEN PLUS ENCORE...

Heures d'ouverture
8h à 23h du dimanche au mercredi
et jusqu'à 24h jeudi, vendredi et samedi



298, RUE ST-JEAN, QUÉBEC | RÉSERVATIONS: 647-3031

AMBIANCE DE QUARTIER

L'école Saint-Jean-Baptiste Éthique et culture religieuse

Par Yves Gauthier

La lutte pour la liberté de conscience et de religion dans le milieu scolaire arrive à terme au Québec. En effet, l'enseignement de la morale et de la religion cédera la place à un programme d'éthique et de culture religieuse après juin 2008.

C'est sous le regard paniqué des dirigeants de l'Église catholique que ces changements se sont produits et continuent de se produire. Il n'est pas question de retour en arrière. Même plusieurs organismes à caractère religieux reconnaissent le bien-fondé d'une telle mesure.

École Saint-Jean-Baptiste

Présentement, huit écoles primaires et secondaires du Québec testent le nouveau programme. C'est après avoir beaucoup insisté auprès du ministère de l'Éducation que l'école Saint-Jean-Baptiste a pu faire partie du groupe. Rien de surprenant car dans les années soixante-dix, le quartier a été le lieu de batailles épiques pour la liberté de conscience et l'école laïque. Selon Mme Réjeanne Cyr, qui refusait que ses enfants soient endoctrinés par les cours de religion à l'école et qui a lutté pour les en soustraire dans les années soixante-dix, le nouveau programme est un aboutissement logique, conforme à la réalité d'aujourd'hui.

Le programme

Ce nouveau programme a pour but d'apporter une compréhension du monde aux élèves par l'élimination des cloisons que créent les différentes religions, ce qui favorise le vivre ensemble. En mettant l'accent sur ce que les élèves ont en commun sur le plan des valeurs, des croyances et des convictions, le nouveau programme fait en sorte que les jeunes puissent s'ouvrir aux autres. Il vise à provoquer la réflexion. L'enseignement de l'éthique fait appel au questionnement et au discernement sur ce qu'il est préférable de faire dans une situation donnée. Pour ce qui est de la réalité religieuse, les élèves seront mis en contact dès le primaire avec la diversité des religions. Le but ultime du programme est que les «futurs adultes arrivent à se situer de façon réfléchie face à des enjeux religieux, sociaux et éthiques». L'ouverture d'esprit et la prépondérance du dialogue dans une société démocratique et pluraliste sont des apprentissages qui se fondent sur la tolérance et la liberté, ce que préconise le nouveau programme.

Selon Mme Marie-France Boulé, responsable des communications pour ce nouveau programme au ministère, cette approche était demandée et correspond aux attentes des enseignants-es et des parents. D'ailleurs, la réaction la plus courante de ces derniers face à ce nouveau programme est: «Il était temps.» Le seul hic, c'est la difficulté de former des professeurs déjà surchargés-es et surmenés-es d'ici un an.

L'école laïque n'a pas pour finalité le salut des âmes, mais la formation de citoyennes éclairées-es, capables «de prendre des décisions réfléchies en considérant la diversité des points de vue possibles». Avec le nouveau programme d'éthique et de culture religieuse, on semble être sur la bonne voie, n'en déplaise aux Marc Ouellet de ce monde.

Agaf: changement de garde

(YG) Depuis le début de l'année, Stéphane Madore est le nouveau directeur général de l'Association des gens d'affaires du Faubourg (AGAF). Originaire du Bas-Saint-Laurent et gradué de l'Université Laval en relations industrielles avec une formation en communications, le nouveau directeur général est un habitué de la rue Saint-Jean *extra-muros*.

Son expérience à titre de responsable des relations d'affaires au Carrefour de l'emploi de l'Université Laval et sa connaissance pratique de la rue Saint-Jean dans le faubourg lui servira de base pour continuer le travail accompli par sa prédécesseure tout en y apportant sa touche personnelle.

Selon M. Madore, sa nomination est fort bien reçue de la part des quelque 60 membres de l'association qu'il représente. D'ailleurs, ces derniers et dernières ne se gênent pas pour lui faire part de leurs suggestions.

C'est dans le respect des résident-es du quartier et en collaboration avec les organismes du milieu que Stéphane Madore veut participer à donner un nouveau souffle et une nouvelle image de la rue Saint-Jean, section faubourg.

Pour toute information au sujet de l'AGAF: 655-3793.



Concours de photos: sport extrême dans Saint-Jean-Baptiste!

(EML) Le comité aménagement urbain lance une campagne de sensibilisation et de mobilisation sur l'état des trottoirs dans le quartier et, par le fait même, un «concours» de photos! Vous en avez assez de dérapier sur ces trottoirs dangereux et de recevoir des morceaux de glace sur le crâne? Eh bien, qu'à cela ne tienne, le comité aménagement vous invite à prendre la rue et... votre appareil photo! Vous êtes invité-e à photographier les endroits du quartier où les trottoirs sont dans le plus mauvais état et à envoyer le tout par courriel au conseiller municipal du district des Faubourgs, Pierre Maheux, (pierre.maheux@ville.quebec.qc.ca) et à l'Arrondissement de La Cité (lacite@ville.quebec.qc.ca) en signifiant votre mécontentement et vos commentaires sur les trottoirs de notre quartier, ainsi qu'au Comité populaire (compop@qc.aira.com) en copie conforme. Sortez vos talents de photographes (et essayez de ne pas vous casser la gueule...)!

Logemenquête!!!

(EML) Le comité mobilisation-logement veut défendre les droits des locataires de notre quartier. Nous avons à cœur de bien cibler nos efforts et de travailler à des solutions qui correspondent à vos intérêts! C'est pourquoi nous souhaitons dresser un portrait de la situation des locataires dans Saint-Jean-Baptiste. Nous avons donc besoin de savoir ce que vous vivez. Votre logement est trop cher? Trop petit? Mal isolé? Insalubre? Votre propriétaire vous cause des problèmes? Ou alors vous avez la chance d'avoir un logement parfait sans préoccupations? Peu importe votre situation, nous vous invitons à répondre à une enquête sur la situation des locataires dans le quartier. Le formulaire est disponible sur notre site web (www.compop.net). Merci de prendre quelques minutes pour répondre à notre sondage!

FOU-BAR
MARDI = JAZZ
Concert
Les Douces Heures BORÉALE
4 à 8

En mars 2007 du 20 au 25 - D'un bar à L'autre - Festival inter-bar

Temps Partiel 20 mars	Sacrilège 21 mars	Fou-Bar 22 mars	Pub Nelligan's 23 mars	La Barberie 24 mars	25 mars Ninkasi
--------------------------	----------------------	--------------------	---------------------------	------------------------	--------------------

EXPOSITION: Pierre Rhéaume Sérigraphie tout en B.D.

EXPOSITION

Concert 8 mars - ANDRÉE DUPRÉ et ...

17 mars - Les "Charm rock"

22 mars - Majeur 7 Hommage aux Bee Gees

25 mars - Lili et Christine enchantent...

"Pique Amictus"

FOU-BAR
525 rue St-Jean, Québec, 525-1987
FOU-BAR

Même en ville, l'agriculture, ça nous concerne!

Par Marie-Ève Giroux

Du comité agriculture des Amis de la Terre de Québec (ATQ)

Tout le monde mange, mais savons-nous d'où proviennent nos aliments, comment ceux-ci sont produits et quel chemin ils parcourent pour se rendre du champ à notre assiette? Nous qui habitons les quartiers centraux devons prendre conscience du lien qui nous unit à celles et ceux qui produisent notre nourriture. Au delà des allées du supermarché, il y a des gens qui travaillent pour que l'on ait accès à des produits frais et de qualité.

L'agriculture en crise!

Dans les dernières décennies, le visage de l'agriculture au Québec a bien changé. D'un modèle d'agriculture familiale orientée vers la production locale, nous sommes passés à une agriculture industrielle axée sur l'exportation et caractérisée par la concentration des fermes. De 1941 à 2001, le nombre de fermes au Québec est passé de 155 000 à 30 539. Face à la crise que vit actuellement l'agriculture québécoise, un grand débat, comme il n'y en a pas eu depuis longtemps, s'amorcera bientôt au Québec.

Commission

La commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois réalisera une tournée de consultations dans toutes les régions du Québec de la mi-février à la fin mai. Nous espérons que ces consultations permettront de remettre en question les façons de faire actuelles et de proposer des solutions plus viables pour l'avenir. Il est certain que l'industrie sera très présente lors de ces consultations pour tenter d'influencer les recommandations des commissaires. Même si nous ne savons pas dans quelle mesure on nous écouterait, nous devons tout de même nous mobiliser pour exprimer nos préoccupations afin de créer un contrepoids à l'industrie. Les ATQ vous invitent donc à exercer vos droits et responsabilités en allant vous faire entendre durant les consultations de la commission!

De la fourche à la fourchette!

Nous avons le droit d'avoir accès à des produits sains et de qualité. Nous devrions dénoncer les pratiques qui favorisent une alimentation à deux vitesses, devant laquelle les personnes vivant en situation de pauvreté se trouvent désavantagées. Nos gouvernements doivent favoriser et financer des solutions pour que les aliments frais, sains, biologiques et sans OGM puissent être disponibles à des coûts abordables et équitables pour tout le monde. Les ATQ croient qu'il faut encourager et développer des initiatives favorisant la création d'un lien direct entre les marchés publics, les personnes qui produisent et celles qui consomment les produits, l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) et la distribution de paniers de légumes des fermes dans les villes. Dans cette perspective, nous aimerions mettre sur pied un projet réseautant la ville et la campagne.

Pour plus d'information ou pour vous impliquer dans le comité agriculture des Amis de la terre de Québec: 524-2744 ou agriculture@atquebec.org



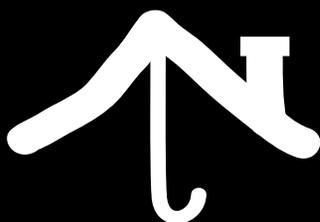
Dans la série
«Logement rend compte»
Mise au jeu et le FRAPRU présentent la pièce :

Le privé au musée

Représentation le 19 mars, à 19h
au Théâtre Premier Acte (870 de Salaberry)
Info: 522-0454

Mise au jeu www.frapru.qc.ca

LOGEMENT SOCIAL ?



www.frapru.qc.ca

«J'ai participé au FSM à Nairobi!»

Par Michelle Briand, envoyée spéciale



Du 20 au 25 janvier, j'ai participé à la 7^e édition du Forum social mondial à Nairobi, au Kenya, avec la délégation de la Marche mondiale des femmes. Pour citer la charte de Porto Alegre, au Brésil, le FSM*, «c'est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques,

la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences et l'articulation en vue d'actions efficaces». La devise du FSM: UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE.

La réalité du FSM

Lors de cette rencontre internationale d'organisations et de personnes vouées à la défense des droits dans tous les domaines imaginables, environ 50 000 personnes se sont réunies, plutôt que les 100 000 attendues. Le lieu où se tenait le forum, le stadium de Kasarani, est un stade sportif enclavé et désaffecté construit dans les années 1970

et qui n'a jamais fait partie de la vie des gens de Nairobi. Le forum a été à l'image de ce lieu, loin de la population kenyane et relativement inaccessible. Autre obstacle à la participation locale, le prix d'entrée représentait plusieurs jours de salaire moyen. On a assisté tous les matins, devant les grilles, à des manifestations organisées par les groupes participants pour réclamer que les Kenyanes et les Kenyans entrent gratuitement sur le terrain.

Quant aux activités qui ont eu lieu dans cette enceinte isolée et gardée par une immense armée de policiers, il était difficile d'en suivre le fil, étant donné que des milliers d'ateliers étaient offerts par des centaines d'organisations du monde entier. Par exemple, la Marche mondiale des femmes offrait à chaque jour un atelier de trois heures qu'il fallait annoncer et préparer, ce qui nous laissait très peu de temps pour participer aux ateliers des autres groupes. Les gens qui prennent part au FSM sont donc souvent incapables d'assister aux ateliers organisés par d'autres groupes faute de temps.

Par contre, nous avons eu le bonheur de rencontrer beaucoup de Kenyanes qui nous ont chaleureusement accueillies et dont plusieurs vivent à Kibera, un des plus grands bidonvilles du monde. Leurs vies sont très difficiles en raison de l'extrême pauvreté et de la violence omniprésente dans leur environnement. Elles sont surtout préoccupées par les conditions de leur vie quotidienne et ont bien peu d'énergie à consacrer aux problèmes de la planète. Elles sont à la recherche d'un petit rayon d'espoir

pour elles et surtout pour leurs enfants. Elles étaient très heureuses de communiquer avec des femmes d'autres pays autrement que par la télévision, ses publicités, ses soaps et son rêve américain. La Marche mondiale des femmes a donc un pied-à-terre à Nairobi et nos sœurs-contacts sont jeunes, énergiques, joyeuses et déterminées. Les femmes qui ont aidé à organiser notre séjour font partie d'un groupe de militantes musiciennes et danseuses qui se produisent dans des événements militants et s'appellent les 5 C pour 500 ans de colonialisme.

De la coupe aux lèvres

En cherchant des commentaires sur les suites du FSM sur Internet, j'ai trouvé un article rédigé par Edith Fortunata, le 27 janvier 2007, dans le *Standard* de Nairobi décrivant l'installation des prostituées autour du stade de Kasarani juste avant le Forum. Dans cet article, ces femmes disent qu'elles vendaient leurs services aux délégués masculins du FSM pour 6\$ à 24\$ US l'heure, dans des chambres louées autour du site ou dans certaines des tentes destinées aux délégués (moins chères). Commentaire d'un délégué: «Les Kenyanes sont fabuleuses.» Commentaire d'une prostituée: «Ces gars étaient prêts à nous payer en dollars pour ne pas utiliser de condom.» Pour qu'un autre monde soit possible, il faudrait commencer par corriger une situation qui permet aux hommes d'exploiter sexuellement les femmes en toutes occasions et sur toute la planète. <http://www.eastandard.net/print/news.php?articleid=1143964154>

Politiquement, les liens entre le FSM et les mouvements sociaux sont à resserrer. Et matérialiser la convergence, c'est pas du gâteau. Quant à moi personnellement, c'est une expérience extraordinaire mais écologiquement très coûteuse. Par exemple, quand on pense au nombre de délégués-es qui ont parcouru des milliers de kilomètres en avion pour se rendre en Afrique, on n'ose même pas chiffrer les GES.

*Au départ, le Forum social mondial voulait faire pendant au Forum économique de Davos qui réunit les grosses poches à chaque année.



Un message d'intérêt public du
Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

L'INFO BOURG

Journal de quartier publié à 7000 exemplaires, 5 fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurEs. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Michelle Briand, Nadine Davignon, Yves Gauthier, et Nicolas Lefebvre Legault.

Veillez noter que notre nouvelle politique d'information est sur le site web du compop

Photographie et illustrations: Ian Renaud-Lauzé, Nicolas Lefebvre Legault, Émilie Baillargeon / Les déclencheurEs.

Correction : Annie Cloutier - gerritannie@hotmail.com
Infographie : Ian Renaud-Lauzé
Publicité : Nicolas Lefebvre Legault au 522-0454.

Nous sommes au : 780, rue Sainte-Claire, Tél. : 522-0454
Site Web: www.compop.net
Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et des activités d'autofinancement.

«Bon 30^e anniversaire»

En 2007, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste fête ses 30 ans d'existence. Une organisation qui est née d'une lutte citoyenne historique, celle de la résistance à la démolition des maisons de la rue Saint-Gabriel.

aux ménages à revenus modestes et pour des logements sociaux, de défense de droits pour les familles et de mise sur pied de projets comme le Centre Famille haute-ville et le compostage communautaire.



À l'époque, le quartier était déjà un terrain fertile à la mobilisation et à l'auto-organisation citoyenne. Avant le mouvement Saint-Gabriel, qui est devenu l'actuel Comité populaire, des citoyennes et des citoyens s'étaient mobilisés-es pour mener des batailles telles que l'ouverture d'une maison de jeunes, l'implantation d'une vocation alternative à l'école Saint-Jean-Baptiste ou l'aménagement de parcs de quartier.

Au fil des ans, la défense de la qualité de vie a pris différentes formes: celle de luttes pour des logements salubres et accessibles

s'adapter aux changements que connaissent «toutes les grandes villes du monde».

C'est cette histoire populaire que le Compop veut célébrer au cours de sa trentième année d'existence. Les activités prévues à cet effet seront autant d'occasions de souligner l'implication de trois générations de citoyens et de citoyennes militants-es, qui se sont appropriés-es et qui s'approprient toujours leur environnement urbain.

Bon 30^e à tous et à toutes!
Le comité 30^e

À plusieurs reprises, les citoyens et les citoyennes ont dû se préoccuper de zonage pour limiter l'industrie touristique, la circulation de transit, le transport en commun, le stationnement, l'aménagement urbain et pour maintenir les services de proximité. Le résultat est que la vie, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, demeure à l'image des citoyens et des citoyennes qui y vivent, malgré les pressions immenses pour

Saint-Roch en photos

L'Engrenage, un collectif d'organismes militants du quartier Saint-Roch, veut alimenter la démarche citoyenne en vue de l'application du plan directeur d'aménagement que le conseil de quartier a entrepris à l'été 2006.

Ainsi, le CAPMO (Carrefour de pastorale en monde ouvrier), le Groupe d'animation de l'îlot Fleuri, le collectif Éco-Quartier, l'atelier collectif Ébullition, le conseil de quartier de Saint-Roch et le Rendez-vous Centre-Ville ont associé des résidents-es du quartier à une démarche collective d'appropriation de l'aménagement de leur quartier.

De juin à octobre dernier, des individus ont arpenté Saint-Roch afin de prendre des photos illustrant leur perception du quartier autour des thèmes «ce que j'aime dans mon quartier», «ce que je n'aime pas» et «ce que je viens de découvrir».

Des centaines de photos ainsi récoltées, les responsables accompagnés-es des photographes amateurs en ont sélectionné une trentaine pour monter une exposition itinérante qui sera offerte à la population de Saint-Roch afin de sensibiliser et de mobiliser les gens à la création d'un quartier à leur image.

Cette action citoyenne se fera particulièrement lors des expositions. Les visiteurs et visiteuses, à partir des photographies exposées, pourront s'exprimer sur ce qu'ils aiment et ce qu'ils n'aiment pas de leur quartier. De plus, il leur sera possible d'écrire un commentaire et/ou de déposer leurs propres photos dans une boîte à scrutin. Le tout sera analysé et les suggestions seront remises aux responsables de l'aménagement du quartier Saint-Roch.

La série d'expositions débutera à la bibliothèque Gabrielle-Roy, du 4 au 17 avril, pour aller au café-bar l'AgitéE en avril. Elle fera relâche en mai pour reprendre en juin au Tam-Tam Café et se terminer sur le parvis de l'Église Saint-Roch lors d'une agora populaire en juillet.

L'Engrenage souhaite une participation citoyenne d'envergure.

Renseignements: CAPMO (418) 525-6187 poste 221

Crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne aînée

Le crédit d'impôt permet aux personnes âgées de 70 ans ou plus qui habitent dans leur maison, dans un appartement, un condominium, une résidence privée avec services, une chambre ou un CHSLD public ou privé de bénéficier, à moindre coût, de certains services de soutien à domicile afin d'améliorer leur qualité de vie.

Pour chaque service reçu, vous devez indiquer, sur un formulaire prévu à cette fin, le montant à défrayer ainsi que la fréquence de paiement pour chaque service (hebdomadaire, bimensuelle ou mensuelle). Si vous demeurez en résidence ou en centre d'accueil, le ou la propriétaire doit aussi remplir un formulaire indiquant le prix des services que vous recevez (autre que le prix du loyer).

Si vous payez pour recevoir un ou plusieurs de ces services, vous avez droit à un crédit d'impôt. Demandez-le sans hésiter en complétant le formulaire à cet effet.

Services d'aide à la personne

Services liés à la préparation de repas (coût de la nourriture non compris); services infirmiers; services liés aux activités quotidiennes, comme l'habillage et l'hygiène (bain); services de surveillance, comme la surveillance de nuit et le gardiennage; services de soutien civique, comme l'aide pour remplir des formulaires.

Services d'entretien et d'approvisionnement

Services d'entretien de vêtements; services liés aux tâches domestiques courantes et autres courses comme le service de livraison offert par un marché d'alimentation; travaux mineurs à l'extérieur de la maison; travaux mineurs à l'intérieur d'un immeuble, s'ils portent sur une installation qui peut aussi se trouver à l'extérieur, comme une piscine.

Mode de paiement et remboursement

À partir du 1^{er} janvier 2007, plusieurs améliorations seront apportées au crédit d'impôt. La personne âgée devra payer

elle-même l'entreprise qui lui fournit les services. Elle pourra demander à Revenu Québec de lui verser, par dépôt direct dans son compte bancaire, le montant accordé à chaque mois (remboursement de 25% des frais au total). Il est également possible de demander un remboursement, une fois l'an, par le biais de votre déclaration de revenus. Le montant total des dépenses admissibles pour l'année est de 15 000\$.

Pour obtenir plus d'information sur cette aide financière, appelez au ministère du Revenu au 659-6299 ou visitez le site Internet, au www.revenu.gouv.qc.ca. Vous y trouverez également les formulaires que vous devez compléter pour obtenir un remboursement. Si vous n'avez pas accès à Internet, n'hésitez pas à commander ces formulaires par la poste. Si vous avez besoin d'aide pour les remplir, n'oubliez pas que l'Entraide du faubourg offre ce service. En appelant au 522-2179, vous obtiendrez un rendez-vous.

Votre tabagie de quartier... depuis 1923!

620 rue Saint-Jean
Tél.: 522-5923

Billets de bus - café
revues du monde - bières

699, rue Saint-Jean, Québec
téléphone : (418) 522-0685

DEPUIS 1871

J.A. MOISAN

ÉPICERIE FINE

Venez découvrir une VARIÉTÉ EXCEPTIONNELLE de PRODUITS FINS servis chaleureusement dans l'ambiance du bon vieux temps

UNE VITRINE DES PRODUITS TYPIQUES DES MILIEUX RURAUX